



LES ENFANTS MIS EN DANGER PAR LA DROGUE

En 1995, dame originaire du Conté de Riverside a perdu ses enfants, brûlés suite à une activité illicite de fabrication de drogue. Un liquide inflammable a causé un incendie à partir de la cuisine. Le feu s'est répandu dans la maison en quelques minutes. Dans sa fuite pour échapper aux flammes, elle a abandonné ses trois enfants qui l'ont suivie dans la salle de bain en sautant par la fenêtre. Le rescapé de huit ans a été réhabilité comme assistant dans le procédé de fabrication de la drogue. Cet incident a choqué le public californien et a sa suite, un mouvement de changement social est né et dix ans après, il est encore aux stades de développement. Les mutations législatives ont estimé que ces enfants en danger étaient victimes d'une forme de maltraitance. Cette estimation se réfère aux efforts ou aux concepts d'« enfants mis en danger par la drogue » de la (California Drug Endangered Children's Resources Center, 2000).

Réponse initiale

Le premier objectif des efforts de la Drug Endangered Children est centré autour de quatre principaux concepts : un financement de l'État pour une équipe multidisciplinaire ; le retrait et le retrait et l'aide des enfants issus des milieux de la drogue ; le renforcement et l'accélération des stratégies de poursuites judiciaires contre les consommateurs illicites de drogue, et les cas impliquant des laboratoires clandestins de fabrication des amphétamines. Les huit premiers programmes pilotes consistaient à compléter de manière intégrale les fiches de collecte de données et à utiliser les protocoles prédéterminés. Les données étaient ni consolidées et évaluées, ni analysées pour leurs impacts sur les enfants. Le succès était mesuré en termes de nombre d'enfants retirés de leurs maisons, de résultats médicaux, de stratégies de poursuites judiciaires et de l'auto évaluation de la collaboration au sein de l'équipe.

Il y a plus de dix ans, les professionnels se sont rassemblés autour de ce problème, par la mise sur pied des alliances étatiques et d'une alliance nationale pour les enfants en danger de drogue. D'autres questions à propos de l'étendue du phénomène, ses répercussions, et ses effets à long terme sur le développement des enfants et leurs familles sont apparues comme un point central, au détriment de la première intervention sur la scène et du système de performance.

Le rôle des amphétamines

Des études d'hygiène industrielle ont conclu que les laboratoires de fabrication d'amphétamines ont exposé les enfants aux dangers chimiques potentiels, même si vingt quatre heures après, le procédé de fabrication a été arrêté (Martiny, J., Mc Cannon, C., Van Dyke., M., Erb, N., Arbusche., S. 2002-2005). Cette recherche a quantifié et éclairé les risques potentiels

encourus par les enfants vivant dans des laboratoires clandestins de fabrication d'amphétamines.

La collaboration des professionnels multidisciplinaires qui au départ se sont rassemblés, afin d'aborder le sujet très sensible des laboratoires de fabrication d'amphétamine, a abouti aux discussions au sujet de ces enfants. Les professionnels des sciences médicales ont largement contribué en identifiant avec succès les dangers du laboratoire de fabrication des amphétamines et les risques médicaux potentiels pour les enfants. Tous les professionnels y compris ceux des forces de l'ordre, des services sociaux et des services médicaux. Les professionnels de l'éducation et ceux de la santé mentale ont aussi donné leurs points de vue sur les conséquences de la manipulation de la drogue sur les enfants qui grandissent dans ces milieux. Une variété de professionnels travaillant avec les enfants a fait entendre sa profonde inquiétude sur leur développement social, leurs performances scolaires, sur les rapports avec leurs pairs, la résilience et leur comportement. La prise en compte des aspects psychosociaux qui ont défié les recherches en sciences sociales conduit à se focaliser sur la manière à la quelle les praticiens pourraient appuyer les résultats à long terme pour ces enfants.

Bien que plusieurs localités à travers le monde, y compris l'Asie du Sud Est, l'Australie, le Mexique, les Pays Bas mènent un combat contre les laboratoires clandestins de fabrication d'amphétamines, les tendances à travers les Etats-Unis révèlent une baisse considérable de cette industrie clandestine de l'ordre de plus de 90%(État d'Oklahoma). Par exemple, la revue Police One Magazine a rapporté que le laboratoire de saisie d'Oklahoma a connu une baisse d'activité de 90% depuis Avril 2004. Il s'agit du premier État qui a interdit la vente des produits médicamenteux qui peuvent servir à la fabrication de l'amphétamine. Mais au même moment, son collègue du Mexique, connu comme le « verre de cristal est parti de 384 cas dans les 15 mois avant la loi, à 1875 depuis* (Kurt K., 2005).

Les contrôles législatifs dans plusieurs États au États-Unis en matière de fabrication de matériels avant-coureurs, aussi bien que l'augmentation du trafic des amphétamines pré fabriquées du Mexique et des grandes étendues en Californie ont contribué à cette réduction. Cependant, les coupes dans les budgets des forces de l'ordre ont laissé certaines communautés opérer avec peu d'enquêteurs et moins de forces d'opération. Quelle que soit la situation, l'organisation des services sociaux dans les États comme l'Ohio ou l'Arkansas continue de rapporter une augmentation des services sociaux, rapport avec les amphétamines.

Les fournisseurs de soins rapportent une augmentation des problèmes liés à la consommation des amphétamines, malgré les

changements observées dans la fabrication clandestine. Quand la demande existe, l'offre apparaîtra. Une étude menée par l'Association Nationale des Contés en 2006 rapporte que, les amphétamines demeurent le problème numéro un auquel font face les communautés aux États-Unis (Washington Post, 18 Juillet 2006). Quelque soient les cas, au-delà des amphétamines, l'addiction aux autres substances contrôlées et la consommation illicite des drogues pharmaceutiques continue de priver les enfants de l'affection et du contrôle de leurs parents, élément essentiel pour leur développement social et cognitif.

Les systèmes de réponse communautaire

Compte tenu de la complexité de ce phénomène, et de l'absence de preuves évidentes de succès dans la lutte contre la drogue, une réponse alternative s'avère nécessaire. L'abus de consommation des drogues ne peut réellement pas être perçu comme un crime qui cause moins de victimes, dès lors, il est évident que les parents ne sont pas en mesure d'offrir un environnement sécurisant pour un développement positif, cognitif et social de leurs enfants.

Même en revoyant la théorie classique du développement de l'enfant élaboré par Piaget, Erickson et Vigotsky, les témoignages peuvent être trouvés sur la nécessité pour les enfants d'avoir un environnement sécurisant, à l'intérieur duquel ils peuvent s'amuser, apprendre à connaître le monde, et à entrer en interaction avec les autres. Les interférences sociales peuvent définir et bâtir les points de référence pour tout ce qui les entoure, et contribuer à les amener à comprendre le sens de la relation. Quand cet environnement est marqué par un climat de chaos, d'insécurité, de manque de confiance et de comportement criminel, les enfants ont besoin d'une intervention, qui à la fois leur apporte des opportunités qu'ils n'ont pas eues, et en même temps, offre une aide pour le rétablissement parental.

Retirer d'une façon continue les enfants de leurs parents ou tuteurs, peut paraître comme une solution facile pour quelques uns, mais le traumatisme et la perte associée à cet acte peuvent contribuer à déséquilibrer le monde de l'enfant.

Un système de réponse communautaire

Habituellement, aux États-Unis, ces enfants et leurs familles reçoivent les premières interventions de la part de l'un des trois entités gouvernementales suivantes: les forces de l'ordre, les services sociaux et le système judiciaire. Tous ces systèmes ont chacun une mission qui, par sa nature rentre en conflit avec les autres. Encore plus, ces enfants et leurs familles sont pris en charge par tous les trois corps, sans considération de ce qui a été fait, exigé ou demandé par les autres systèmes. En plus, il n'existe pas de système non-traditionnel ou complémentaire qui soit capable de combler le vide là où les premiers pourraient échouer. Cette possibilité n'est pas explorée à cause des contraintes ou simplement par manque de connaissance par rapport au sujet et aux capacités.

Étude de cas

Actuellement, mes collègues et moi sommes engagés dans un projet de recherche dans la région sud des États-Unis. Ce projet a pour objectif de rechercher des solutions significatives, et des résultats chiffrables pour le bien être des enfants et des familles, afin d'améliorer l'ensemble des services. Pendant que

ce projet est en cours, deux premiers résultats pourraient contribuer à appuyer la théorie des systèmes de réponses communautaires pour ce problème, et encourager d'autres enquêtes.

A travers des données ciblées, nous avons été en mesure d'apprendre de l'expérience de deux communautés séparées, que les principes et les recommandations procédurales sont simplement une énorme perte de temps. Une seule solution ne peut résoudre tous les problèmes. En parcourant l'étendue et l'impact du problème, nous avons réalisé que chaque communauté traite le problème de la même manière. Plus encore, chacune d'entre elles possédait des ressources individuelles et en manquait d'autres. Habituellement, l'approche du problème consiste à partager les protocoles développés par d'autres, afin de créer des accords gouvernementaux autour, sans avoir recours à l'homologation ou au test. A partir de ce premier projet, il était clair que chaque communauté doit faire une évaluation de ses besoins et inventorier ses ressources, afin de les utiliser au mieux pour aider de manière efficace les enfants. Comment peut-on résoudre un problème quand ce dernier n'est pas clairement déterminé, et si les besoins en cours et les ressources disponibles ne sont pas clairement identifiés.

La seconde phase du projet consistait à associer les deux premiers systèmes d'intervention, il s'agit des forces de l'ordre et les services sociaux, dans l'identification des populations d'enfants aussi tôt que possible, dans le cadre de leurs tâches quotidiennes et de commencer à étudier les procédés pouvant permettre de les aider. De quelque manière que ce soit, la difficulté la plus importante s'est posée au niveau de la différence de culture entre les deux systèmes d'organisation. Les différences de perception, les opinions et les obstacles entre les deux disciplines ont apporté d'avantage de difficultés. Après deux jours d'activités conjointes, chaque discipline a réalisé qu'à côté de ses propres missions, elle doit observer les mêmes valeurs en travaillant pour les enfants et surtout quand il s'agit d'aborder les sujets relatifs à la drogue. Les participants ont trouvé un terrain d'entente et se sont unis pour des objectifs identiques à savoir, la prompt reconnaissance et amélioration du système de communication.

Même si ces projets sont à leurs stades de démarrage, ils ont servi à démontrer que l'échange de protocoles qui serait sensé être facilement et rapidement mis en application, n'a pas apporté une excellente appréciation de l'impact du phénomène, encore moins, identifié les moyens. Entre autre, pour venir en aide aux populations, la première étape consiste à complètement harmoniser l'identification des enfants. Et pour y arriver, le travail doit se faire à travers les disciplines, de manière à créer des valeurs partagées et un sens commun de difficulté pour la tâche à accomplir. Les prochaines phases comprendront: l'intégration du système judiciaire; l'évaluation des procédés et la recherche des solutions, afin de faire appel aux organisations à but non lucratif, aux membres des communautés et les hommes de foi locaux, afin de combler les insuffisances relevées dans les dispositions des systèmes gouvernementaux. L'objectif final est non seulement d'améliorer la qualité du service pour ces enfants

et leurs familles, afin d'obtenir des résultats positifs en ce qui concerne de leur bien être à long terme, mais aussi, de faciliter les systèmes en mettant à contribution toutes les ressources disponibles pour un rendement efficace.

Conclusion

Il est reconnu par l'auteur que les bonnes procédures de recherches qui entourent les résultats spécifiques à long terme n'amélioreront pas seulement la vie des enfants et des familles elles-mêmes, mais ils amélioreront aussi la qualité des systèmes de service dans une diversité de conditions. Aux Etats-Unis, la multitude des systèmes potentiels qui travaillent auprès des agences gouvernementales comme les forces de l'ordre, les services sociaux et le système judiciaire à travers nos institutions scolaires, de santé mentale et les services des organisations à but non lucratif, forment une dynamique pour un grand réseau de systèmes qui peut apporter une solution remarquable à la question des enfants exposés au danger de la drogue, à condition qu'elles soient bien ordonnées et connectées. Cependant, un travail doit être mené, afin de mesurer l'ampleur du phénomène,

les ressources potentielles qui peuvent l'aborder, et l'évaluation continue des facteurs de réussite qui affectent directement à long terme la trajectoire des enfants qui grandissent dans ces milieux.

Nicola Erb, MA

Community Collaboration Consultant

Références

Martyny, Mc Cannon, Van Dyke, Erb & Arbuckle. 2002-9005.

Chemical Exposures Associated with Clandestine Methamphetamine Labs; Four-Part Series. www.njc.org. Denver, CO.

Drug Endangered Children Resource Center. February 2000. *Drug Endangered Children Program Background and Curriculum.* Van Nuys, CA.

Kurt, K. *Stopping Meth Labs hasn't Prevented U. S. States' Trade of the Drug.* Police One/IACP News Digest, Week 243, vol. 2. Washington D. C.

Hananel, S. *Meth Still No. 1 Drug Problem, Study Finds.* Washington Post, July 18, 2006.

LES ENFANTS DES PARENTS CONSOMMATEURS ABUSIFS DE DROGUES EN ANGLETERRE

On estime entre 200 000 et 300 000 Le nombre d'enfants dont les parents sont consommateurs abusifs de drogues en Angleterre et au Pays de Galle. A titre d'exemple, on y compte entre 2 à 3% de tous les enfants de moins de 16 ans (1). Le rapport de l'ACDM conclu que les problèmes familiaux liés à la consommation de la drogue peuvent et causent de sérieux préjudices aux enfants à n'importe quel stade de leur développement, en commençant par la conception jusqu'à l'âge adulte. Le problème de consommation de la drogue par les parents se caractérise souvent par l'utilisation de multiples stupéfiants par injection, généralement associée aux difficultés économiques, et d'autres facteurs qui affectent les aptitudes. Les conséquences au niveau des enfants sont typiquement multiples et augmentatives elles pourront varier en fonction de l'âge et de l'évolution de la victime, plus d'autres facteurs liés à son expérience de vie. Voici quelques conséquences liées à la consommation des drogues par les parents.

- Maltraitance physique, psychologique et négligence;
- Contrôle dangereux, inadéquat et autres pratiques parentales inappropriées;
- Séparation intermittentes et permanentes;
- Accoutumance inadéquate et changement fréquent de résidence;
- Présence de substances toxiques dans la maison;
- Éducation interrompue et inadéquate;
- Exposition aux comportements criminels ou autres attitudes incommodes des adultes.

Il est important de ne pas généraliser, ou faire des affirmations sur l'impact de la consommation abusive des drogues ou de l'alcool sur les enfants(2). Leurs effets sur les

enfants sont complexes et exigent une sérieuse évaluation(3). Donner une réponse appropriée à ces enfants exige une proche collaboration de toutes les agences qui interviennent y compris; la santé, les services de maternité, les services sociaux de prise en charge pour adultes et enfants, les tribunaux, les services des prisons et d'investigation.

En Angleterre, quand des préoccupations apparaissent à propos du bien être en général ou des enfants, toutes les agences sont sensées suivre les directives gouvernementales *Travailler ensemble pour protéger les enfants*(4). Elles indiquent comment travailler ensemble en intervenant dans la vie de l'enfant, afin de lui assurer une sécurité et lui offrir des services ainsi qu'à sa famille. Les mêmes procédés sont utilisés dans le cas des enfants dont les parents consomment de la drogue, et même pour d'autres enfants. En Europe, l'ENCARE a été mise sur pied auprès des professionnels, afin de les aider à assister les enfants qui vivent dans des familles à risque. Un nouveau projet est en train de se focaliser sur « les violences familiales et la consommation abusive des substances psychoactives, avec une attention particulière sur l'avenir de l'enfant ». On peut trouver ce projet dans le site: <http://www.encare.info/>

Jennifer Gray

Conseiller Exécutif de l'ISPCAN

1. The advisory Council on the misuse of drugs(ACDM) (2003) Hidden Harm-responding to the needs of children of problem drug users. London: Home Office. www.drugs.gov.uk
2. Cleaver, H., Unell, I. and Aldgate, J. (1999) Children's needs- Parenting Capacity. The impact of parental mental illness, Problem Alcohol and Drugs Use, and Domestic Violence on Children's Behaviour, London: The Stationery Office.

3. Department of health, Department for Education and Employment, and Home Office (2000) Framework for the Assessment of Children in need and their families, London: The Stationery Office.

4. HM Government(2006) Working Together to Safeguard Children. London: The Stationery Office.
www.evrychildmatters.go.uk/safeguarding

MESSAGE DE LA PRESIDENCE

Chers membres de l'ISPCAN,

Au fur et à mesure que nous approchons de la date du 14^{ème} Congrès International de l'ISPCAN fixée au 06 Septembre 2006 à York (Royaume Uni), nous avons plusieurs raisons d'évoquer le travail que nous faisons, et les raisons qui nous poussent à travailler dans le domaine de la prévention et du traitement de la maltraitance des enfants.

Les deux dernières années, non seulement nous avons énormément appris sur les dangers et des désastres causés par les mauvais traitements sur la santé physique et mentale des enfants, mais aussi sur leurs nécessités de protection contre les agresseurs sexuels. L'ISPCAN et ses membres travaillent pour l'amélioration de la protection des enfants vulnérables, et spécialement dans la région asiatique à la suite du désastre qu'elle a connu.

Nous avons également beaucoup appris sur les besoins en moyens exprimés par les professionnels des pays en développement, afin de leur permettre de protéger les enfants contre la maltraitance, la négligence et l'exploitation dont ils sont victimes dans leurs pays. Nous sommes en train d'œuvrer pour leur apporter un soutien dans cette difficile tâche.

Nous avons été éclairés sur l'importance de l'utilisation par notre organisation des informations et des connaissances de nos professionnels, qui nous ont permis de soutenir notre plaidoyer en faveur des droits de l'enfant, dans le cadre de notre travail avec le Comité des Nations Unies pour la Convention des Droits de l'Enfant. Ce travail est effectué par nos membres, et conjointement avec les efforts de prévention de la maltraitance des enfants.

Les dix dernières années, nous avons été témoins des conflits armés qui ont causés des périls aux enfants et aux familles dans plusieurs pays à travers le monde. L'ISPCAN maintient sa position contre les conflits armés et sa demande de protection des enfants impliqués dans ces guerres.

L'ISPCAN a publié un ensemble de recherches, de guides, et de formation qui ont démontré une grande maturité dans la compréhension et la connaissance de la maltraitance, de celles des victimes et des agresseurs.

Il n'existe aucune limite dans l'apprentissage et la l'exploration de l'importance d'éduquer nos enfants dans un

environnement paisible, sécurisant, et humain de manière à leur apprendre à transformer le monde en un lieu où il fait bon vivre, pour leurs propres familles, leurs communautés et le monde en général.

Au moment où Mme Barbara s'apprête à achever son mandat de deux ans à la présidence de l'ISPCAN (après un mandat de deux ans comme Présidente élue, et plus de quatre ans comme trésorière) en plus de ses douze ans de service au Conseil Exécutif de l'ISPCAN, comme dirigeante exceptionnelle et éclairée, je lui adresse personnellement mes remerciements. Son engagement tant personnel que professionnel à l'ISPCAN n'a jamais failli. Elle s'est toujours montrée disponible vis à vis de l'ISPCAN, que ce soit par des vacances personnelles, dans des hôpitaux, et autres engagements professionnels, des voyages, faisant ainsi de l'ISPCAN, l'une de ses grandes priorités. Cet engagement s'observe par les progrès réalisés par l'ISPCAN sous son mandat, si nous considérons particulièrement l'actuelle expansion et la portée des programmes de l'ISPCAN à travers le monde qui s'illustre par les formations, les partenariats nationaux, les conférences régionales et les techniques que développent nos membres.

Je me sens avantagée pour les dix ans de travail passés avec les membres de l'ISPCAN, avec son Conseil Exécutif, et avec Mme Barbara. J'ai beaucoup appris d'elle et bénéficié de ses conseils et de sa sagesse, mais aussi de sa chaleur, de son engagement, de son professionnalisme, de sa diplomatie, et de son esprit et sa volonté de toujours envisager un avenir où l'ISPCAN peut et pourra faire mieux pour d'aider les enfants nécessitez. Aujourd'hui, l'ISPCAN est une excellente organisation. Elle ne l'aurait jamais été sans l'engagement de Mme Barbara. Le monde est meilleur pour les enfants aujourd'hui grâce à ce qu'elle a permis l'ISPCAN et à ses membres de faire. A ce stade, nous avançons avec vigueur et poursuivons notre importante tâche. Mme Barbara, vous avez nos remerciements.

Avec nos chaleureuses considérations
Kimberly Svevo, CAE, MA
Directrice Exécutive de l'ISPCAN

L'ANPPCAN honorée par l'Union Africaine

Sélectionné parmi plus de 50 organisations des Droits de l'Enfant à travers le continent, l'ANPPCAN a remporté le premier prix jamais décerné par l'Union Africaine. D'après l'Union Africaine, le prix pour les Champions des Enfants en Afrique a deux objectifs:

* promouvoir une vraie reconnaissance des champions des enfants qui travaillent activement sur le continent, afin promouvoir les droits et le bien être de l'enfant africain, et

d'identifier ces champions qui par leur travail incarnent la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant;

* encourager et multiplier l'identification des modèles de rôle, qui par leur travail pourraient jouir du même prestige, que les vedettes de sport, les vedettes de cinéma, et jouiraient ainsi de la même importance en matière de parrainage des événements impliquant les enfants en Afrique.

Dans sa lettre de félicitation, le Président de l'Union Africaine a gracieusement noté ceci: «Pendant plusieurs années, l'engagement de l'ANPPCAN pour la défense de la cause des enfants africains et la lutte pour leurs droits a été exceptionnel, et je n'ai aucun doute dans mon esprit qu'elle mérite réellement ce prix ».

Le prix a été remis à l'ANPPCAN à l'occasion du 7^{ème} Sommet de l'Union Africaine qui s'est tenu en Juillet 2006 en Gambie. L'ANPPCAN exprime sa reconnaissance à l'Union Africaine et à d'autres organisations telles, l'OMS, l'ISPCAN, l'UNICEF, la Fondation Ford, et l'OIT pour le soutien continue à sa vision et à ses activités à travers le continent africain.

Philista Onyango, ANPPCAN

www.anppcan.org

De gauche à droite:

M Bruck Yacoub, Chargé de programmes, ANPPCAN Ethiopie

M Humphrey Geiseb, Assistant personnel à H.E. Gawana

Mme Sadeka Rahin, Département des Affaires sociales. U A
S.E. Adv. Bience Gawanas, Commissaire aux Affaires Sociales U
A

Dr Philista Onyango, Directrice Exécutive de l'ANPPCAN Siège
Sociale, Kénia

M Ayalew Semait, Directeur Exécutif, ANPPCAN Ethiopie

Dr Gad Chef de la Division des Enfants U A

PROGRAMMES NATIONAUX DE DONNEES SUR LA MALTRAITE DES ENFANTS

Le 16^{ème} Congrès International de l'ISPCAN va abriter la première rencontre du groupe de travail de l'ISPCAN sur les Programmes Nationaux de Données sur la Maltraitance des Enfants, et en même temps, un atelier sur la mise en place, des programmes de collecte de données. Le but visé par le groupe de travail est de développer des domaines d'intérêt communs, à l'intention des organisations et les individus qui travaillent activement avec les programmes de banques de données sur la maltraitance des enfants, qui sont directement financées par des entités gouvernementales, avec un soutien à long terme. Les pays qui sont impliqués dans la planification et le développement de pareils systèmes de données sur la maltraitance des enfants, sont aussi invités à participer aux côtés de ceux qui les ont déjà adoptés.

Réunion d'organisation le 03 Septembre 2006 de 8h30 à 10h30

Ordre du jour: présentation du groupe et ses programmes, définir sa mission et ses objectifs, développer un cadre de travail, et fixer des organigrammes pour les activités à mener.

Travail en atelier le 03 Septembre 2006 de 10h45 à 12h00

Les experts venus de plusieurs pays vont proposer l'élaboration, la planification et la mise sur pied des programmes nationaux de données sur la maltraitance des enfants. Cet atelier intéresse les participants qui sont impliqués dans le développement des programmes dans leurs pays.

www.ispcan.org/cmdata

NOUVELLE - Perspectives Mondiales sur l'Enfance Maltraitée

L'ISPCAN a le plaisir d'annoncer la sortie de la septième édition des Perspectives Mondiales sur l'Enfance Maltraitée. Cette publication apporte une unique opinion sur l'état et la pratique des politiques de maltraitance des enfants dans plus de 70 pays.

Le principal élément de cette série est sans doute, l'enquête postale effectuée auprès d'importants informateurs choisis par l'ISPCAN à cause de leur parfaite connaissance des problèmes de la maltraitance des enfants dans leurs pays respectifs. Il a été demandé aux répondants de fournir des données descriptives sur une variété d'aspects relatifs à l'état de la prévention et du traitement de la maltraitance des enfants dans leurs pays.

Afin d'améliorer notre compréhension sur la variété de réponses apportées à la maltraitance des enfants, et d'offrir aux professionnels un grand accès aux nouvelles recherches et aux meilleures pratiques internationales dans le domaine, deux éléments ont été inclus dans le présent rapport. La section II comprend 16 explications sur les projets spécifiques de recherche ou de réformes des pratiques en cours dans un ou d'avantage de pays de l'échantillon. Rédigés par des membres de l'ISPCAN et des chercheurs, ces explications apportent de plus amples descriptions sur les différentes manières dont la maltraitance est définie et abordée dans le monde. La section III est composée d'une bibliographie détaillée et annotée, qui résume le contenu des principaux articles des revues et des rapports des gouvernements publiés il y a plus de deux ans.

Pour de plus amples informations visitez le site:

www.ispcan.org/wp

Formation de Potch: Un catalyseur pour le changement

Les Programmes de Formation Internationales des équipes multidisciplinaires de professionnels sur les abus et négligences envers les enfants de l'ISPCAN, sont élaborés en fonction des besoins de chaque pays. Dès cet instant, ils dépendent du contexte spécifique du pays qui en bénéficie. De quelques manières que ce soit, les objectifs des Programmes Internationaux de Formation de l'ISPCAN (PIFI) reflètent la définition que donne l'ISPCAN des efforts de prévention de la maltraitance des enfants.

Les Programmes Internationaux de Formation de l'ISPCAN visent à créer un réseau de professionnels de lutte contre la maltraitance des enfants qui:

* sont formés de manière rigoureuse, et ont une grande compréhension de la prévention de la maltraitance des enfants au delà de leurs disciplines respectives

* pourront à travers la pratique professionnelle; l'éducation, la recherche, le plaidoyer, la politique de développement et la mise à disposition des services, contribuer sur la base des connaissances, à la prévention de la maltraitance des enfants au niveau local, régional, national et international.

* d'une façon proactive et collective entreprendront des actions vers la prévention de la maltraitance, en apportant une réponse professionnelle aux enfants affectés.

Dans des sous-groupes, concevoir et monter une structure qui peut soutenir un œuf comme s'il était tombé d'une hauteur de 8 pieds. « Tout sous-groupe qui réalise le projet en respectant le budget et sans casser son œuf aura réussi ».

L'exemple ci-dessus est une introduction à l'exercice du dernier après midi d'une formation de trois jours qui s'est tenue en Août 2005 à Potchefstroom-Afrique du Sud, dans la Province du Nord Ouest (115 km de Johannesburg). Les instructions ont été respectées en ce qui concerne les rôles des dirigeants, des travailleurs et les ressources disponibles (y compris le matériel). Cet exercice expérimental à une formation d'équipe était considéré comme d'autres activités d'interaction du programme. Le suivi a été géré d'une manière professionnelle par les formateurs, afin de ressortir la pertinence au travail multidisciplinaire en matière de protection de l'enfance. La chute de l'œuf a démontré parmi d'autres choses, les éventuelles frustrations qui pourraient exister entre les dirigeants et les travailleurs, la nécessité d'une bonne communication et d'un renforcement positif, et par dessus tout, l'importance de travailler comme une équipe quand on est sous pression. Curieusement, rien que deux œufs sur six se sont cassés, moins surprenant encore, il n'y avait pas de corrélation entre le coût et l'efficacité.

Potchefstroom était la troisième ville dans la quelle une formation similaire a été organisée en Afrique du Sud, dans le cadre des formations encouragées organisées par l'ISPCAN, dans le cadre des projets de formation financés par la Fondation Oak (PIFI 2004-2006). Le contenu du programme de formation a été élaboré sous la direction de la SASPCAN, partenaire national de l'ISPCAN et conduit par Mme Joan Van Niekerk, responsable nationale du projet, assistée de Mme Carol Bower (actuelle Présidente de la SASPCAN). L'organisation de l'événement s'est faite sous la responsabilité de la Child Line Office.

J'ai pris part à cet événement en ma qualité d'évaluateur externe et de conseiller au projet PIFI; On a estimé à 50 le nombre de participants à cette formation. Avec l'aide d'importants services et des ONG, d'autres personnes ont été invitées à prendre part aux travaux. Une bonne moitié de participants était composée d'ONG et une autre, des services de l'État. En plus des représentants habituels des services sociaux, des forces de l'ordre, de l'éducation et de la santé (y compris des tradi praticiens), Les départements du travail et des affaires intérieures (immigration) étaient représentés. Plusieurs participants se sont fait connaissance et étaient disposés à travailler ensemble dans l'avenir pour les cas de maltraitance d'enfants. Dirigeants et travailleurs de terrain ont aussi pris part à cette formation.

Comme on peut l'observer dans l'extrait au dessus, il y avait une forte participation de professionnels. Les exercices de suivi individuel et de groupe ont été utilisés, afin de renforcer l'apprentissage des techniques, et d'améliorer la compréhension du rôle des uns et des autres dans le processus de protection de l'enfance, et encourager le changement d'attitude. Où le temps s'avérait court, plus de communications didactiques étaient incluses et du matériel additionnel a été ajouté aux chemises remises à chaque participant. Un certain nombre d'aspects culturels ont été évoqués et discutés ouvertement. Dans

l'ensemble, la formation a épousé les attentes exprimées au début par les participants.

Les participants ont trouvé stimulante l'approche adoptée pour la formation, et ils étaient ouverts et enthousiastes tout au long du processus. J'ai vite fait d'oublier ma fatigue suite à la grève de la compagnie aérienne, les pertes de direction et la circulation à travers la nuit africaine. En plus, les participants et les formateurs ont franchement apprécié cette expérience. N'importe comment quelque soit l'Afrique d'aujourd'hui, nous ne pouvons échapper l'ombre du désarroi causé par la pandémie du VIH/SIDA. Dans la dernière matinée du séminaire, plusieurs participants nous ont rejoints assez tard, après avoir assisté aux obsèques du fils d'un responsable local de Child Line, décédé à l'âge de 18 mois. Il a attendu les huit derniers mois de sa vie une évaluation en vue d'être éligible au traitement par anti rétro viraux

Le lendemain, Joan et moi sommes parties à Nelspruit 500km dans Mpumalanga, la ville qui a abrité la première formation. C'était pour un atelier de suivi qui nous a donné l'opportunité de demander aux responsables et aux travailleurs qui avaient participé à la première formation, de nous dire l'incidence de la formation reçue sur la pratique quotidienne. Les représentants du gouvernement local étaient aussi présents. Il a été clair que la formation a agit comme catalyseur (c'est le mot d'un volontaire du Corps de la Paix Américain travaillant dans la localité) aux activités du forum local pour la protection de l'enfance et à d'autres initiatives. La participation aux réunions du forum une présence massive et continue. Actuellement les professionnels savent à qui s'adresser quand ils ont un cas de maltraitance. La compréhension et l'utilisation des régies de protection de l'enfance ont connu une nette amélioration. Nous avons aussi été mis au courant des rapports faisant état de la transmission des connaissances des personnes qui ont été formées aux autres.

Le défi d'une élaboration et de la programmation des formations susceptibles d'améliorer les services en faveur des enfants victimes de maltraitance, est considérable dans un pays comme l'Afrique de Sud est considérable. De toutes les façons, le Programme International de formation multidisciplinaire de l'ISPCAN est opportunément arrivé au moment où le Gouvernement s'apprêtait à mettre sur pied une stratégie nationale de protection de l'enfance, et la réforme de toute la législation domestique relative aux crimes contre les enfants et les crimes commis par des enfants, ainsi les soins et la protection des enfants.

Le gouvernement a reconnu nécessaire la formation à la protection de l'enfance et un rendez vous a été pris à Pretoria, afin de mettre en place une stratégie nationale. Les représentants du gouvernement concernés par le problème ont été présents au dernier jour de la formation de Potchefstroom. Actuellement, les organisations gouvernementale et les fournisseurs de services proposent aux ONG d'organiser des sessions de formations du genre PIFI auquel prendront part leurs personnels.

Les protocoles pour la gestion des cas de maltraitance avaient déjà été mis en place au niveau provincial quelques années plus tôt, Mais peut d'évidences montrent qu'ils ont été utilisés. Les registres de protection de l'enfance n'existent que de nom et les comités et forum de protection de l'enfance se sont fréquemment réunis au niveau des provinces, des régions et des districts.

Il est évident que les formations Internationales initiées par l'ISPCAN sont agissent comme catalyseurs pour le Comité de Protection de l'Enfance. Une réunion du comité de district de Potchefstroom et Ventersdorp, qui ne s'est pas tenue depuis longtemps a été programmée une semaine après (il semble que le danger révélé par la formation a contribué à stimuler l'action cette action!). Plusieurs des membres étaient présents à la formation. Comme nous l'avons relevé plus haut à Nelspruit, le comité est devenu plus actif depuis la première année de formation et on a noté un plus grand intérêt dans le registre et dans la mise en application du protocole de protection de l'enfance.

La formation qui s'est tenue en Afrique du Sud est l'une de plusieurs formations novatrices dont le financement de la Fondation Oak a permis à l'ISPCAN d'initier à travers le monde. Toutes ces formations permettent à l'ISPCAN remplir ses objectifs de départ lors du lancement de son Programme International de Formation (voir boîte). Au moment où ces séries de projets s'achèvent en 2006, les méthodologies, les matériels et les enseignements qui ont été développés constitueront des ressources qui peuvent être utilisées dans des activités de formation à l'intérieur et au delà dans les projets pays en cours.

Margaret A Lynch
Évaluatrice Externe et Conseillère Projets PIFI (2004-2006)

Entretien avec Dr Daniel Mbassa Menick, Conseiller de l'ISPCAN (Cameroun)

Depuis quand avez-vous adhéré à l'ISPCAN? Depuis 1996

Qu'est ce qui vous a amené à vous intéresser pour la première fois à la maltraitance des enfants?

Je me suis intéressé pour la première fois aux abus et négligences envers les enfants en 1995 à Dakar-Sénégal, lors de la première Conférence sur l'Enfance Maltraitée organisée en Afrique Francophone, conjointement par l'AFIREM et l'ISPCAN. Cette conférence m'a donné l'occasion de rencontrer plusieurs professionnels et pourvoyeurs de soins de premier rang. J'en ai beaucoup appris;

Avez-vous observé d'importants changements depuis que vous vous êtes impliqués dans ce domaine, et si OUI, donnez un exemple?

J'ai personnellement noté d'importants changements dans ma carrière personnelle. A cette époque, j'étais interne en psychiatrie. Mais j'avais décidé de me spécialiser dans la psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, afin de m'engager entièrement dans la protection de l'enfance. Depuis ce temps, j'ai obtenu beaucoup de satisfactions et de succès.

Quels sont les principaux problèmes rencontrés par les enfants au Cameroun, en rapport avec leur protection?

- Les principaux problèmes rencontrés par les enfants au Cameroun sont les suivants:
- Le trafic des enfants à des fins sexuelles et commerciales;
- En général, les abus sexuels envers les enfants;
- La maltraitance physique des enfants (enfants battus);
- La maltraitance psychologique;

▪ Le travail des enfants.
D'après vous, quelles sont les difficultés spécifiques rencontrées par les professionnels dans la gestion du phénomène de la maltraitance des enfants au Cameroun, par rapport à d'autres pays?

La principale difficulté est le non application des lois existantes qui répriment les agresseurs. La violence contre les enfants ne constitue pas une priorité dans les tribunaux et elle n'est pas traitée comme telle. La corruption est un autre obstacle majeur parce que parfois, les agresseurs étrangers monnaient souvent leur liberté auprès des agents de police et/des familles pour se voir innocents. La dernière difficulté c'est l'absence de soutien aux ONG et associations par les autorités.

Si vous pouviez améliorer un aspect ou une pratique de la politique de protection de l'enfance au Cameroun, quel changement y apporteriez-vous?

Je renforcerais le cadre légal de travail, et ferais en sorte que la loi soit appliquée à n'importe quel genre de violence envers les enfants. Ces mesures deviendraient des prescriptions d'urgence, aussi bien que la création d'une justice juvénile.

En tant que Conseiller de l'ISPCAN, comment entrevoyez-vous les programmes d'éducation et de formation dans les cinq ans avenir?

Dans les cinq prochaines années, les programmes de formation vont multiplier le nombre de professionnels formés dans le monde, et vont ainsi renforcer les capacités d'intervention de ceux qui voudront améliorer leurs connaissances dans la gestion des cas d'enfants maltraités. Ces programmes de formation ont prouvé qu'ils sont le meilleur moyen

de mise en place d'une équipe de travail, en renforçant les réseaux existants de pourvoyeurs de soins pour enfants, et par dessus tout, l'intérêt des cadres formés pour la recherche.

Dans l'ensemble, quelle est selon vous l'une des principales forces de l'ISPCAN?

La principale force de l'ISPCAN dans l'ensemble est tout d'abord, sa dimension internationale, et sa volonté d'ouverture à tout le monde, sans considérations ethniques, culturelles, sans oublier ses efforts dont l'objectif est d'encourager les pays en développement à s'engager dans la lutte contre la maltraitance des enfants.

En matière d'éducation pour l'année 2005, quelle est selon vous la plus grande réalisation de l'ISPCAN ?

La plus grande réalisation de l'ISPCAN en matière d'éducation en 2005 a sans doute été, accroissement exceptionnelle du nombre de pays impliqués dans les programmes Internationaux de Formation (PIFI).

Avez vous une autre question à la quelle vous auriez souhaité répondre et qui n'a pas été mentionnée?

Le problème que je souhaiterais évoquer est celui des visas à accorder aux originaires des pays en développement qui assistent aux événements internationaux. Obtenir un visa pour un congrès n'est toujours pas une tâche facile pour les ressortissants des pays pauvres. J'aimerais demander à l'ISPCAN de développer à ce sujet, une politique réelle, si elle est soucieuse de garder sa diversité raciale et culturelle.

Dr Daniel Mbassa Menick
Conseiller Exécutif de l'ISPCAN

Bienvenue au nouveau partenaire de l'ISPCAN: La Turquie

Historique

L'Association Turque pour la Prévention des Abus et Négligences envers les Enfants (TSPCAN), est une organisation non gouvernementale, indépendante, multidisciplinaire basée sur le volontariat. Elle a été créée à Ankara en Juin 1988 et compte à ce jour plus de 200 membres. La TSPCAN est engagée dans la prévention de la maltraitance des enfants, en accord avec les pratiques et lois sur les droits de l'enfant. Elle est composée de membres dynamiques et multidisciplinaires de professionnels parmi lesquels, des universitaires, des psychologues, des psychiatres, des pédiatres, des avocats, des travailleurs sociaux, y compris, diverses organisations nationales et internationales qui travaillent pour la prévention de toutes les formes de maltraitance envers les enfants.

Mission

La TSPCAN a pour mission sensibiliser le public et former les professionnels et les volontaires qui travaillent dans les secteurs apparentés et/ou des organisations pour la prévention et la protection des enfants contre la maltraitance. Pour accomplir cette mission, la TSPCAN attire l'attention du public sur l'importance de respecter, protéger et d'aider les enfants et leurs familles, afin de leur permettre participer entièrement au développement de leurs communautés et d'aider à prévenir les maltraitements physiques, psychologiques, sexuelles, la négligence, les décès des enfants, la prostitution infantile, le travail des enfants et toutes les formes de violence envers ces derniers.

Programmes

La TSPCAN a organisé plusieurs conférences nationales et internationales, dans le but de former et éduquer les professionnels qui travaillent dans le domaine des abus et négligences, et l'organisation des ateliers à l'exemple des cours de formation dans les services à l'intention des médecins généralistes, des officiers des forces de l'ordre et des travailleurs sociaux. Elle a publié une brochure et traduit un manuel pour les parents, un livre à l'intention des professionnels reprenant les communications des experts durant les conférences tenues en 1999. En 1998, la TSPCAN a aussi ouvert un Centre de Protection de l'Enfance, grâce au concours financier de la Commission Européenne. Ce centre a été dirigé pendant deux ans par l'association, et transféré aux services sociaux et à l'Agence de Protection de l'Enfance. Quelques membres du bureau exécutif de l'association ont participé à plusieurs conférences internationales organisées par l'ISPCAN.

Organisation de l'association

La TSPCAN compte actuellement 200 membres et neuf membres au Conseil d'Administration: un président, un vice-président, un secrétaire, un comptable et cinq autres membres. Les détenteurs des ces postes ont un mandat de deux ans. Tous les membres paient une contribution annuelle pour le son fonctionnement.

Site internet: www.tspcan.org

Pakistan-récompense pour services rendus

Chers Membres et Collègues de l'ISPCAN,

J'ai une bonne nouvelle à partager avec vous. Lors d'une cérémonie tenue le 11 Juillet 2006 à Islamabad, j'ai été honoré d'une distinction pour services rendus aux victimes du séisme, par le Premier Ministre du Pakistan. C'était un grand honneur et une reconnaissance du gouvernement et du peuple pakistanais pour le travail que mes collègues et moi avons abattu. Nous savons que vos généreuses contributions et votre indéfectible soutien ont été le facteur principal qui a motivé notre réponse programmée et ciblée ainsi que les services que nous avons apportés aux enfants et leurs familles. De toutes les façons, la vraie bénéficiaire de cette récompense est l'ISPCAN. Nous vous sommes reconnaissants et une fois de plus, vous remercions pour tous vos conseils et votre soutien.

Tufail Muhammad, MD
Le Comité des droits de l'enfant et pour la prévention de l'abus
Association Pediatric du Pakistan